

N° 90/CA DU REPERTOIRE

N° 2006-016/CA2 DU GREFFE

Arrêt du 29 juin 2012

Affaire : OUENSOU Florent

C/

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage  
Et de la Pêche

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la lettre en date à Cotonou du 26 janvier 2006, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 06 février 2006 sous le n°088/GCS, par laquelle Monsieur Florent OUENSOU, Ingénieur des services techniques des travaux publics en détachement à la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) 03 BP 0681, Cotonou, a saisi la haute juridiction d'un recours en annulation de la note de service n°080-C/05/SONAPRA/DG/DARH du 24 juin 2005 par laquelle la Direction Générale de la SONAPRA a mis fin à son détachement ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 18 février 2007, enregistrée au greffe de la Cour le 05 mars 2007, par laquelle Florent OUENSOU a saisi la Cour d'une demande d'abréviation de délai à laquelle le président de la Cour a, par ordonnance n°2007-22/PCS/CAB du 20 mars 2007, réservé une suite favorable ;

Vu la correspondance n°1918/GCS du 18 juin 2007, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif ainsi que toutes les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, au ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;

Vu le courrier n°026/GCS du 04 janvier 2008, par lequel les observations du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ont été communiquées, pour ses répliques éventuelles, à Monsieur OUENSOU ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 16 février 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 22 février 2008 sous le n°156/GCS, par laquelle le mémoire en réplique a été transmis à la Cour ;

L



notifié par L/n° 2244-2283-2284/ces du 18/12/2013

Vu le 18/12/2013  
à la grosse Florent  
OUENSOU le 19/12/2013  
plus.

Vu la consignation légale payée et constatée par reçu n°3329 du 05 avril 2006 ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême, en vigueur au moment de la saisine de la Haute Juridiction ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Yves MEGBEMADO** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Cyriaque C. DOGUE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### En la forme

### Sur la recevabilité

Considérant que la décision entreprise date du 24 juin 2005 ; que le requérant dans son recours gracieux du 18 août 2005 allègue, sans être contredit à ce sujet par l'Administration, que la décision attaquée lui a été notifiée le 1<sup>er</sup> juillet 2005 ;

Considérant que le recours gracieux du 18 août 2005 déposé à la poste le 31 août 2005 est finalement parvenu à l'Administration le 26 septembre 2005, comme en fait foi le cachet de la poste ;

Considérant qu'à défaut de réaction de l'Administration, le recours contentieux devrait parvenir à la Cour suprême au plus tard le 26 janvier 2006 ;



4



Considérant que le recours contentieux de Florent OUENSOU a été déposé à la poste le 26 janvier 2006 comme en témoigne le cachet de la poste porté sur l'enveloppe du courrier ;

Qu'il échet dans ces conditions de le déclarer recevable ;

### Au fond

Considérant que Florent OUENSOU, ingénieur des services techniques de travaux publics, a été, par arrêté n°3252/MFPTRA/DPE/SPCA/D1 du 10 novembre 1992 mis en détachement pour servir à la SONAPRA pour une période de cinq (05) ans renouvelable pour compter du 23 novembre 1987 ;

Qu'à la suite d'un audit réalisé par le cabinet "BETA" dans la dite société, il lui fut reproché d'avoir procédé à des surfacturations et à des actes de mauvaise gestion au niveau de la SONAPRA ;

Que, par décision n°005/98/SONAPRA/DG/SP-C du 09 octobre 1998, il fut remis à la disposition du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;

Que, par lettre n°080-C/05/SONAPRA/DG/ DARH du 24 juin 2005, la Direction Générale de la SONAPRA a mis fin à son détachement.

Considérant que c'est ce dernier acte que le requérant défère à la censure de la Cour suprême aux fins d'annulation.

Considérant que dans ses différents mémoires, le requérant soulève les moyens tirés :

- de l'excès de pouvoir
- du défaut de motivation de la décision mettant fin à son détachement.

Considérant que le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche évoque le moyen tiré de la conformité de la décision attaquée aux dispositions de l'article 112 de la loi n°86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat ;



J

✓

**Sur le moyen du requérant tiré de l'excès de pouvoir**

Considérant que dans son mémoire ampliatif (p 10) enregistré au greffe de la Cour suprême sous le n°332/GCS du 27 avril 2007, le requérant, après avoir énuméré les différentes décisions de la direction générale de la SONAPRA mettant un terme à ses fonctions dans ladite société affirme que la dernière desdites décisions objet de la lettre n°080-C/05/SONAPRA/DG DARH (du 24 juin 2005) est « prématurée, empreinte de subjectivité et d'arbitraire... » ;

Considérant que par cette affirmation, le requérant soutient que la décision entreprise est contraire à la légalité ; qu'elle est donc constitutive d'excès de pouvoir ;

Considérant par contre, que dans son mémoire en défense du 05 juillet 2007 enregistré au greffe de la Cour suprême le 13 juillet 2007 sous le n°582/GCS, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche n'a pas cru devoir se prononcer sur ce moyen tiré, entre autres, de l'arbitraire, donc de l'excès de pouvoir ;

Considérant que de l'examen des divers documents versés au dossier de l'espèce, il ressort que la note querellée est la dernière des décisions prises par la direction générale de la SONAPRA en vue de relever le requérant de ses fonctions ou de mettre fin à son détachement auprès de cette société ;

Que d'abord, par décision n°005-98/SONAPRA/DG/SP-C du 09 octobre 1998, l'intéressé a été relevé de ses fonctions suite au rapport du cabinet d'audit BETA l'accusant de s'être impliqué dans des affaires de surfacturation et de mauvaise gestion au niveau de la SONAPRA ;

Que cette décision de la SONAPRA a été déférée par le requérant à la censure de la Cour Constitutionnelle qui, par décision DCC 00-056 du 10 octobre 2000, l'a déclarée contraire à la Constitution pour défaut d'exercice du droit à la défense ;

Que le conseil de discipline ayant examiné les faits reprochés au requérant et ayant abouti au relèvement de

U

L



l'intéressé de son poste a conclu à l'absence totale de responsabilité de ce dernier ;

Que, respectueux de la décision de la haute cour, et tirant toutes les conséquences découlant des résultats des travaux du conseil de discipline, les différents responsables qui se sont succédé à la tête du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Administration de tutelle de la SONAPRA, ont par courriers n°910/MAEP/D-CAB/SGM/DA/CSRH/SA d'août 2001 et n°919/MAEP/D-CAB/SA du 10 octobre 2003 remis le requérant à la disposition de la SONAPRA et demandé qu'il soit rétabli dans ses droits ;

Considérant que certains directeurs de la SONAPRA n'ont pas cru devoir exécuter les instructions des ministres de tutelle de la SONAPRA ;

Qu'ainsi, par correspondances n°066903/SONAPRA/DG/SP-C du 2 septembre 2003 et n°076/05/SONAPRA/DG/SP-C du 03 juin 2005, ils ont plutôt agi dans la perspective de mettre fin au détachement du requérant ou de le remettre à la disposition du ministère de tutelle ;



Considérant que toutes ces décisions visant l'affectation du requérant de la SONAPRA participent de la même logique que celle ayant sous-tendu la décision 080-C/05/SONAPRA/DG/DARH du 24 juin 2005 dans la mesure où elles retirent au requérant, sans motif, le droit de jouir de son détachement jusqu'à son terme conformément à son dernier acte portant renouvellement de détachement ;

Considérant que le retrait d'un droit qui ne se fonde sur aucun motif est constitutif d'excès de pouvoir et mérite annulation en cas de saisine de la juridiction administrative ;

Considérant qu'il échet de déclarer fondé, le moyen du requérant tiré de l'excès de pouvoir ;

**Sur le moyen du requérant tiré du défaut de motivation de la décision querellée**

Considérant, par ailleurs que dans son mémoire en réplique du 16 février 2008, enregistré au greffe de la Cour

4

2

suprême le 22 février 2008 sous le n°156/GCS, le requérant allègue successivement que :

« ...pour toutes ces décisions (querellées), aucun directeur ne peut avancer une raison valable pour justifier son acte. » ;

« la lettre n°080-C/05/SONAPRA du 24 juin 2005 met fin à mon détachement sans donner le motif de cette décision » ;

« la SONAPRA n'a pas renoncé à sa volonté de se débarrasser de moi depuis 1998 par de simple lettre de fin de détachement qu'elle ne peut motiver... » ;

Considérant que, de son côté, par lettre n°1471/MAEP/SGM/DRH/SCAD/SA du 05 juillet 2007, la défenderesse évoque, dans son mémoire en défense enregistré au greffe de la Cour le 13 juillet 2007 sous le n°582/GCS, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 112 de la loi n°86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat qui disposent que « le détachement peut prendre fin à tout moment :

-sur la demande de l'agent détaché ou de l'organisme de détachement ;

-au plus tard lorsque l'agent détaché atteint la limite d'âge de l'emploi dans son cadre d'origine pour être mis à la retraite » ;

Qu'en outre, l'Administration soutient que les dispositions de l'article sus visé ne font obligation à aucune des deux parties de « justifier les raisons qui motivent sa décision » ;

Mais considérant qu'en réalité l'examen de toutes les autres pièces du dossier permet d'apprécier les circonstances dans lesquelles est intervenue la décision de l'Administration mettant fin au détachement du requérant ;

Qu'en effet, suite aux conclusions du rapport du cabinet d'audit, le requérant, par décision n°005/98/SONAPRA/DG/SP-C du 09 octobre 1998, a été relevé de ses fonctions à la SONAPRA et remis à la disposition du Ministère en charge de l'Agriculture, avant d'être déféré devant un conseil de discipline ;

Que, par lettre n°069803/SONAPRA/DG/DARH/SAP du 15 septembre 2003, le directeur général de la société informait le requérant de ce que sa mise à la disposition du ministère de

U

J



l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche mettait fin à son détachement en qualité d'agent permanent de l'Etat ;

Considérant qu'il résulte de cet ensemble de décisions ou correspondances que le relèvement du requérant de ses fonctions et sa remise à la disposition du ministère qui équivaut à la fin de son détachement constituent la sanction infligée à Florent OUENSOU qui a été déclaré, à tort, responsable de surfacturation et de mauvaise gestion à la SONAPRA ;

Considérant qu'en droit administratif, toute sanction infligée à un agent public doit être motivée ; que le défaut de motivation expose ladite sanction à l'annulation ;

Considérant que, pour n'avoir pas motivé sa décision de fin de détachement qui n'est en réalité qu'une sanction, l'Administration viole la légalité ;

Qu'il y a lieu d'accueillir également, comme fondé, le second moyen du requérant ;

### Par ces motifs

### DECIDE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le recours contentieux de Florent OUENSOU du 26 janvier 2006 tendant à l'annulation de la décision n°080-C/05/SONAPRA/DG/DARH du 24 juin 2005 portant fin de détachement du sieur OUENSOU est recevable.

**Article 2 :** Ledit recours est fondé.

**Article 3 :** La décision n°080-C/05/SONAPRA/DG/DARH du 24 juin 2005 portant fin de détachement de Florent OUENSOU est annulée avec toutes les conséquences de droit.

**Article 4 :** Les dépens sont à la charge du Trésor Public.

**Article 5 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :



2

1

Eliane R. G. PADONOU, Conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

MEGBEMADO Yves  
et  
KINDJI Tranquillin

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt neuf juin deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Cyriaque C. DOGUE,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé :

Le Président,

*Eady*  
Eliane R. G. PADONOU

Le rapporteur,

*Yves*  
Yves MEGBEMADO

Le Greffier,

*Hortense*  
Hortense LOGOSSOU-MAHMA

*FE - Gratis*

Enregistré à Cotonou le 25/11/13  
No 56 Case 6607-3  
Gratis  
Ministère de l'Enregistrement



*Erick M. M.*  
AKAKPO - DJIHOUNTRY